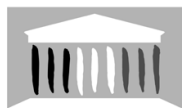


Le présent document est  
établi à titre provisoire.  
Seule la « petite loi »,  
publiée ultérieurement, a  
valeur de texte authentique.



TEXTE ADOPTÉ n° 83

# ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

SEIZIÈME LÉGISLATURE

2 mars 2023

## PROPOSITION DE LOI

*visant à renforcer la protection des familles d'enfants  
atteints d'une maladie ou d'un handicap  
ou victimes d'un accident d'une particulière gravité,*

ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
EN PREMIÈRE LECTURE

*(Procédure accélérée)*

*L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit :*

Voir les numéros : 742 et 861.

### Article 1<sup>er</sup>

- ① Après l'article L. 1225-4-2 du code du travail, il est inséré un article L. 1225-4-3 ainsi rédigé :
- ② « *Art. L. 1225-4-3.* – Aucun employeur ne peut rompre le contrat de travail d'un salarié pendant un congé de présence parentale prévu à l'article L. 1225-62.
- ③ « Toutefois, l'employeur peut rompre le contrat s'il justifie d'une faute grave de l'intéressé ou de son impossibilité de maintenir ce contrat pour un motif étranger à l'état de santé de l'enfant de l'intéressé. »

Commenté [Lois1]:  
[amdt n° 48](#)

### Article 1<sup>er</sup> bis (nouveau)

L'article L. 3142-4 du code du travail est ainsi modifié :

- 1° Au début du 4°, le mot : « Cinq » est remplacé par le mot : « Douze » ;
- 2° Au début du 6°, le mot : « Deux » est remplacé par le mot : « Cinq ».

Commenté [DL2]:  
[amdt n° 21](#)

Commenté [DL3]:  
[amds n° 58](#) et id. (n° 61, n° 62)

### Article 2

- ① I (nouveau). – L'article L. 1222-9 du code du travail est ainsi modifié :
- ② 1° À la seconde phrase du dernier alinéa du I, les mots : « du présent code ou un proche aidant mentionné à l'article L. 113-1-3 du code de l'action sociale et des familles » sont remplacés par les mots : « ou un salarié aidant d'un enfant, d'un parent ou d'un proche » ;
- ③ 2° Le II est complété par un 7° ainsi rédigé :
- ④ « 7° Les modalités d'accès des salariés aidants d'un enfant, d'un parent ou d'un proche à une organisation en télétravail. »
- ⑤ II. – (Supprimé)

Commenté [Lois4]:  
[amdt n° 49](#)

Commenté [Lois5]:  
[amdt n° 49](#)

### Article 3

- ① I. – L'article L. 544-3 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° (*nouveau*) Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « L'allocation peut faire l'objet d'une avance dans l'attente de l'avis mentionné à la dernière phrase du premier alinéa de l'article L. 544-2. » ;

Commenté [Lois6]:  
[amds n° 51](#) et id. (n° 59 et n° 60)

2° Au deuxième alinéa, le mot : « explicite » est supprimé.

② II. – Le dernier alinéa de l'article L. 1225-62 du code du travail est ainsi modifié :

③ 1° Le mot : « attestant » est remplacé par le mot : « atteste » ;

④ 2° Les mots : « est confirmé par un accord explicite du service du contrôle médical prévu à l'article L. 315-1 du code de la sécurité sociale ou du régime spécial de sécurité sociale » sont supprimés.

#### Article 4

① L'article 54 de la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 est ainsi modifié :

② 1° Le *b* du 1° du I est ainsi rédigé :

③ « *b*) La seconde phrase est supprimée ; »

④ 2° (*nouveau*) Après l'année : « 2023 », la fin du VI est supprimée.

#### Article 4 bis (*nouveau*)

① L'article 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 est ainsi modifié :

② 1° Le IV devient le V ;

③ 2° Le IV est ainsi rétabli :

④ « IV. – Le bailleur ne peut s'opposer au renouvellement du contrat en donnant congé dans les conditions définies au I du présent article à l'égard de tout bénéficiaire de l'allocation mentionnée à l'article L. 544-1 du code de la sécurité sociale dont les ressources annuelles sont inférieures à un plafond de ressources en vigueur pour l'attribution des logements locatifs conventionnés fixé par arrêté du ministre chargé du logement, sans qu'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités lui soit offert dans les limites géographiques prévues à l'article 13 *bis* de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 précitée. »

### Article 5

- ① I. – Pour une durée de trois ans à compter de la promulgation de la présente loi, à titre expérimental, dans, au plus, dix départements, y compris ultramarins, les organismes débiteurs des prestations familiales identifient et mettent en place les dispositifs visant à améliorer l’accompagnement des familles bénéficiaires de l’allocation mentionnée à l’article L. 544-1 du code de la sécurité sociale, notamment pour les prémunir de difficultés financières et simplifier leur parcours.
- ② II. – L’expérimentation donne lieu, avant son terme, à un rapport d’évaluation remis par le Gouvernement au Parlement.
- ③ III. – *(Supprimé)*

Commenté [Lois7]:  
[amdt n° 64](#)

Commenté [Lois8]:  
[amdt n° 50](#)

### Article 6

*(Supprimé)*

Commenté [Lois9]:  
[amdt n° 83](#)

*Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 mars 2023.*

*La Présidente,*

*Signé : YAËL BRAUN-PIVET*